La faillite d'un État voyou

Les Amis de la République centrafricaine ont toujours eu beaucoup de bienveillance pour ce pays. C'est ainsi que le grand journaliste Philippe Decraene évoquait un Landerneau posé au bord de l'Oubangui en parlant de la RCA, soit une Suisse en plein cœur du continent noir.

De son côté, Didier Niewiadowski, qui avait pour la RCA les yeux de Chimène, malgré sa neutralité de coopérant français, qualifiait d' « État failli » la terre de Barthélémy Boganda pour laquelle il nourrissait une amitié réelle. L'un et l'autre avaient raison, chacun par rapport à son époque.

Il se trouve qu'entre temps l'État failli s'est transformé en État voyou, du fait de la cupidité et de la veulerie de ses dirigeants ; le pays est descendu inexorablement aux abysses de la misère, comme un individu jeté à l'eau, dont les pieds seraient lestés dans un bloc en béton. La République centrafricaine est devenue un État mafieux ! Depuis, le pays s'escrime comme courtisane et danseuse du ventre, séduisant ici la Fédération de Russie, faisant là un clin d'œil à la France. Pis, avec des reptations de gastéropode, voici le président Faustin Archange Touadéra, hier panafricaniste autoproclamé et aujourd'hui souverainiste honteux, qui se rapproche de l'Union européenne, quémendant l'appui financier qui lui permettrait d'organiser les élections générales prévues par les textes constitutionnels. On dirait un millionnaire en haillons qui sollicite une aumône, ayant dilapidé tout l'héritage familial.

Pourtant, dès les attendus du préambule de la constitution qu'il a lui-même fait rédiger et qu'il a promulguée le 30 août 2025 (1), les règles d'un État moderne sont posées et les objectifs fixés :

- *alinéa 18 : déterminé à proscrire toute gestion familiale, clanique, patrimoniale et partisane de la chose publique ;*
- *alinéa 19 : déterminé à proscrire la mainmise de l'extérieur sur toutes les richesses naturelles de la République centrafricaine ;*
- *alinéa 20 : s'opposant fermement à la conquête du pouvoir par la force et à toute forme de dictature et d'oppression, ainsi qu'à tout acte d'entretien de la haine et de division ;*
- *alinéa 27 : [le peuple centrafricain] se donne librement et solennellement comme loi fondamentale, la présente constitution.*

Il suffit donc au président centrafricain d'observer scrupuleusement ces dispositions, au lieu de faire diversion, se montrant magnanime avec les uns (2) et brutal envers les autres (3). Il lui suffit de rectifier son propre comportement pour sauver la RCA de la faillite, en prenant les décisions ci-après :

1 – les élections générales devant être reportées d'une année, il lui suffit soit de se retirer à la fin de son mandat le 30 mars 2026 (4), soit en s'engageant à ne pas solliciter un troisième mandat comme tout président intérimaire s'il reste en fonction (5) ;

2 – annuler derechef la mise en vente des 1770 hectares de réserves foncières promises aux spéculateurs étrangers de tous poils contre paiement en crypto monnaie (6) ;

3 – surseoir au démembrement du cimetière de Ndrès, dans l'attente d'une solution alternative qui permette un déménagement des ossuaires dans le respect des règles de l'art et le respect des rites religieux ;

4 – demander au Premier ministre Félix Moloua de présenter la démission de son gouvernement afin de régler le sort du ministre de la jeunesse et des sports, menacé par une commission d'enquête parlementaire pour malversations et détournements de fonds publics ; ce qui permettra d'évincer du gouvernement les ministres binationaux et ceux qui ne sont pas Centrafricains d'origine (7).

Le temps est venu de mettre les actes en conformité avec les textes et les déclarations d'intention, en faisant preuve d'honnêteté intellectuelle et de rigueur morale, et inversement.

Paris, le 10 juin 2025

Prosper Indo

Économiste,

Consultant international.

- (1) – Pour arriver à ses fins, le président Touadéra a débarqué de manière indécente et cavalière la présidente de la Cour constitutionnelle qui lui rappelait les règles de droit, en matière de révision constitutionnelle.*
- (2) - C'est à ce titre que le ministre de la jeunesse et des sports, qui n'est autre que le coordonnateur de la milice Les Requins, une entité officiellement dissoute, peut continuer à siéger à la table du conseil, alors qu'il est visé par deux procédures parlementaires ; la première pour atteinte grave à l'honorabilité d'un parlementaire, la seconde pour malversations et détournements de fonds publics relatifs au marché de rénovation du stade 20 000 places ;*
- (3) - C'est ainsi que le président Touadéra serait intervenu pour mettre fin au recrutement de Dominique Erenon, ancien directeur de cabinet du Premier ministre Mathieu Simplicie Sarandji, recruté comme constitutionnaliste par l'Union africaine, au prétexte que ce dernier n'avait pas l'aval du gouvernement centrafricain ;*
- (4) - Articles 182 et 185 de la constitution du 30 août 2023 ;*
- (5) - Article 83, alinéa 3 de la constitution du 30 août 2023 ;*
- (6) - procédure illégale, contraire à l'alinéa 19 du préambule de la constitution du 30 août 2023, sauf à faire solliciter un vote de l'assemblée nationale sur le principe de cette dévolution, au titre de l'article 114 de la constitution citée ci-dessus ;*
- (7) – Article 183 de la constitution du 30 août 2023.*